



DECISION DU PRESIDENT N° 224-22

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER (D.I.A) POUR LES PARCELLES YD 165, 166, 260 et 263 SUR LA COMMUNE D'ESSARTS EN BOCAGE, COMMUNE DELEGUEE DE SAINTE-FLORENCE

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.211-1 et suivants et R.211.1 et suivants,

Vu la délibération n° 320-19 par laquelle le Conseil communautaire a délégué à son Président, pour la durée de son mandat, l'exercice du droit de préemption urbain (D.P.U.),

Vu la délibération précitée instituant le droit de préemption urbain sur certains secteurs du territoire intercommunal,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner n° IA08508422I0104 déposée le 12 septembre 2022 relative aux propriétés cadastrées section YD 165, 166, 260 et 263 d'une contenance totale de 25 466 m² pour le prix de 11 455 665 €, appartenant à la SCI du Bocage, sur le territoire de la commune d'Essarts en Bocage,

Considérant que l'acquisition des immeubles par la commune ne présente aucun intérêt,

DECIDE

Article 1 : de ne pas exercer son droit de préemption urbain, et renonce à acquérir le bien indiqué ci-dessus.

Article 2 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 3 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint Fulgent, le 19 septembre 2022

Le Président
Jacky DALLET